



Communiqué **Pour diffusion immédiate**

Budget provincial 2016 **DES LANAUDOIS-E-S REVENDIQUENT UNE MEILLEURE JUSTICE FISCALE**

Joliette, 25 février 2016 – Des dizaines de citoyens et de citoyennes se sont réunis devant la Banque de Montréal au centre-ville de Joliette ce midi pour participer à une soupe populaire et revendiquer une meilleure justice fiscale en cette période de consultations prébudgétaires. Le rassemblement était organisé par le Réseau vigilance Lanaudière à l'occasion de la semaine nationale d'actions appelée par la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics sous le thème « Budget 2016 : c'est maintenant à eux de payer ! ». À l'instar de nombreux groupes sociaux québécois, les manifestants réclament que le gouvernement québécois adopte dès son prochain budget des mesures permettant de freiner le transfert de richesses vers les plus riches et de réinvestir massivement dans les programmes sociaux et les services publics.

« On comprend très bien le programme idéologique néolibéral de ce gouvernement. Cependant, pour nous, c'est une très mauvaise direction à prendre en regard du 99 % de la population comme en témoignent les impacts des mesures d'austérité adoptées depuis 2014 qui se font de plus en plus sentir » affirme Mylène Geoffroy, co porte-parole de l'action et coordonnatrice du MÉPAL. « On coupe dans les repas et les services essentiels des enfants, on demande aux familles de payer toujours plus pour les frais de garde, on prétexte des fusions pour couper dans les services aux travailleurs, on exige des personnes âgées, parmi les plus pauvres de notre société, des frais accessoires en santé exubérants, on est même prêt à couper le revenu de 623 \$ par mois aux personnes les plus démunies ! Et pendant ce temps-là, les banques font des profits records d'année en année et les plus riches profitent impunément des paradis fiscaux ! C'est tout simplement aberrant ! » poursuit-elle.

Alain Longpré du Conseil central CSN de Lanaudière renchérit : « la privatisation et la tarification des services publics contribuent non seulement à l'appauvrissement des gens de la région, dont le revenu disponible stagne depuis 2014, mais limitent gravement l'accès à ceux qui sont déjà très pauvres et qui n'ont pas les moyens de payer; ce sont carrément la dignité et les droits sociaux qui sont attaqués ».

Pour les membres du Réseau vigilance, la seule façon de préserver notre filet social, c'est en exigeant une meilleure justice fiscale. Concrètement, les mesures proposées sont la réinstauration de la taxe sur le capital pour les banques, la révision de la fiscalité des particuliers pour assurer une plus grande contribution des plus riches et la lutte active contre l'évasion fiscale.

« Prendre l'argent là où il se trouve, c'est ça la justice. Il faut se rappeler que tout le monde paie des taxes à la consommation, que tout le monde subit la hausse des tarifs d'électricité et que tout le monde paie des intérêts et des frais bancaires, même les plus pauvres. Pourquoi alors ceux qui en ont réellement les moyens, le fameux 1 %, ne contribuent-ils pas davantage ? Il est temps que l'on se penche sur leur cas et que l'on cesse de considérer les personnes assistées sociales, les enfants, les étudiants ou encore les travailleurs des secteurs public et communautaire comme des profiteurs ; en réalité, nous jouons tous dans la même équipe et contribuons grandement à la création de la richesse collective; attention à ne pas se tromper de cible », précise M. Longpré.

Le Réseau vigilance est une coalition régionale non partisane, formée d'organisations provenant de divers horizons¹, qui se sont donné comme mission, depuis le début de l'année 2014, de veiller aux intérêts économiques et sociaux de la population lanaudoise et de contribuer à la sauvegarde du modèle social québécois.

¹ Le Réseau Vigilance Lanaudière est présentement formé des organisations suivantes : Action DIGNITÉ Lanaudière, Action Populaire des Moulins, Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), Association des travailleurs et travailleuses accidentés de Joli-Mont (ATTAJ), Association des travailleuses et travailleurs accidentés du Matawin (ATTAM), Conseil central de Lanaudière (CSN), Fédération des travailleuses et travailleurs du Québec (FTQ), Mouvement d'éducation populaire autonome de

Pour informations :

Mylène Geoffroy, coordonnatrice, Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière (MEPAL) : 450 752-4700

Alain Longpré, secrétaire du comité exécutif, Conseil central de Lanaudière – CSN : 450 759-0762